

Virginie LANCERON

virg.lanceron@gmail.com
whatsapp : + 33670113552

<https://www.linkedin.com/in/virginie-lanceron-90b53520>



Docteure en droit public de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2) et diplômée d'un Master 2 « Politique et Sociétés en Europe » de Sciences Po Paris, Correctrice et traductrice (espagnol > français) indépendante de travaux académiques, chargée d'enseignement et consultante en droit public, formatrice en français juridique

FORMATION UNIVERSITAIRE

Diplômes

- 2016 **Doctorat en droit public, Université Panthéon-Assas (Paris 2)**
Sujet : La fonction de coordination en droit public (sous la direction du Pr. Jacques Chevallier), thèse publiée chez L'Harmattan en 2019
- 2007 **Master 2 Recherche « Politique et sociétés en Europe », Sciences Po Paris**
Mémoire : Le Secrétariat général des affaires européennes, un élément d'europeanisation du système politico-administratif français (sous la direction du Pr. Emiliano Grossman)
- 2006 **Master 2 Recherche « Administration et politiques publiques », Université Panthéon-Assas**
Mémoire : Du SGCI au SGAE. Evolution d'une administration au cœur de la politique européenne de la France, publié chez L'Harmattan en 2007
- 2004 **Licence en droit, Faculté Jean Monnet, Université Paris Sud, Sceaux (92)**

Séjours d'études

- Juillet - sept. 2015 **Universidad del Rosario, Bogotá, Colombie**
Recherches doctorales
- 27 - 31 mai 2013 **École de droit de Sciences Po, Paris**
Participation à la Semaine doctorale intensive

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

Formation juridique

- Depuis 2025 **Capajuris**
Micro-entrepreneure
Formation en français juridique
www.capajuris.com

Révision/Traduction

- Depuis 2017 **Thes'Up**
Micro-entrepreneure
Révision et correction de travaux universitaires avant soutenance ou publication ; transcription ; traduction (espagnol > français)
www.thes-up.com
- 2020 - 2021 **Institut de management et de communication interculturels (ISIT), Paris**
Correction d'examens de traduction (espagnol > français)

Enseignements

- Fév. 2018 - sept. 2020 **Universidad del Rosario, Bogotá, Colombie**
Chargée d'enseignement dans le cadre de la « Especialización en derecho administrativo » (« Spécialisation en droit administratif » (niveau Master 2)
Matière enseignée (en espagnol) : « Organización y Modernización de la Administración Pública » (« Organisation et modernisation de l'administration publique »)
- Nov. 2014 - fév. 2015 **Institut Supérieur du Management Public et Politique (ISMaPP), Paris**
Chargée d'enseignement
Matières enseignées : Droit des contrats administratifs, Droit du contentieux administratif
- Oct. 2009 - juin 2011 **Université Panthéon-Assas, Paris**
Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.)
Matières enseignées : Droit constitutionnel (Licence 1, Droit) ; Droit administratif (Licence 1, Droit) ; Science administrative (Master 1, Science politique) ; Politiques publiques (Master 1, Science politique)

Interventions pédagogiques

- 5 mars 2025 **Institut de management et de communication interculturels (ISIT), Paris**
Cours sur le droit public français dans le cadre du Master « Stratégies internationales et diplomatie »
- 18 février 2008 **Institut Régional d'Administration, « Séminaire Europe », Lyon**
Présentation du Secrétariat général des affaires européennes
- 29 - 31 oct. 2007 **Institut Régional d'Administration, Bastia**
Présentation du Secrétariat général des affaires européennes
- 2 mai 2007 **Prep' ENA, Université Panthéon-Sorbonne, Paris**
Présentation du Secrétariat général des affaires européennes

Conférences

- 7 septembre 2017 **Ministerio Público Fiscal-Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentine**
Communication : "El principio de coordinación" (en espagnol)
- 2 - 3 mai 2013 **McGill University, Faculty of Law, Montreal, Canada**
GLSA Conference : "Government & Governance: Law's Evolving Role"
Communication : "Coordination in Public Law" (en anglais)
- 13 avril 2012 **Université de Poitiers**
Colloque « Administration et Politique. Le modèle français de séparation des pouvoirs est-il obsolète ? ».
Communication : « L'inflation ministérielle »

19 septembre 2008 **Université de Nantes, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin**
3^e journée d'études « Le pouvoir des bureaux ou le rôle de l'administration dans la production des normes.
Communication : « Le Secrétariat général des affaires européennes, coordonner l'élaboration de la position française défendue à Bruxelles »

8 mai 2008 **Université du Québec, Montréal, Canada**
Congrès annuel de la Société québécoise de science politique
Communication : « Le Secrétariat général des affaires européennes en tant qu'élément d'europanisation du système politico-administratif français »

Missions d'expertise juridique

Mai 2016 **Assas Junior Conseil, Paris**
Rédaction d'un contrat de modèle et de droits à l'image pour une entreprise de prêt-à-porter

Novembre 2014 **Assas Junior Conseil, Paris**
Co-rédaction d'une note : « La promotion de l'alcool en France » pour la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MIDELCA)

Avril - mai 2009 **Cour des comptes, Paris**
Rédaction d'un argumentaire juridique relatif à la réforme des Cours régionales des comptes

Décembre 2007 **Cour de discipline budgétaire et financière, Paris**
Rédaction d'un rapport : « Application de l'article 6§1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales à la Cour de discipline budgétaire et financière »

Mai - juin 2007 **Cour des comptes, Paris**
Rédaction d'un rapport : « L'usage irrégulier de qualité : risque pénal, aspect disciplinaire et enjeux déontologiques pour la Cour des comptes »

Juin 2007 **Société Grande Armée Conseil, Paris**
Rédaction d'une note : « Indemnisation de l'employeur par le tiers responsable d'un accident causé à un employé bénéficiant d'un arrêt de travail »

Stages

Juin - sept. 2006 **Direction des études et des réformes du Médiateur de la République, Paris**
Rédaction de notes et participation à la rédaction de la revue mensuelle du Médiateur Actualités.
Recherches et analyse pour constituer des dossiers de propositions de réformes

Oct. 2005 - avril 2006 **Secteur juridique du Secrétariat général des affaires européennes, Paris**
Rédaction de notes de synthèse à partir des archives des négociations préalables à la signature du « Traité constitutionnel européen ». Veille sur les positions et propositions européennes et françaises au lendemain du référendum du 29 mai 2005

4 juillet - 2 sept. 2005 **Commission d'accès aux documents administratifs, Paris**
Rédactrice : constitution des dossiers de demande d'avis ou de conseil par saisie informatique.
Rapporteuse : élaboration de la décision sur le caractère communicable d'un document de l'administration et rédaction d'avis ou de conseils soumis à l'approbation de la Commission d'accès aux documents administratifs

Juin - sept. 2004 **Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Essonne, Évry**
Enquête auprès des acteurs participant au processus de recouvrement d'une taxe départementale finançant ce conseil (TDCAUE) en vue de déterminer les causes de l'insuffisance des sommes effectivement récoltées. Rédaction d'un pré-rapport sur cette question

PUBLICATIONS

Ouvrages

- 2019 ***La fonction de coordination en droit public*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques »**
Ouvrage recensé par José Sebastián Kurlat dans *Revista argentina del régimen de la Administración Pública (RAP)*, n° XL 475 (2018), pp. 179-181.
- Résumé : L'étude vise à dépasser le constat paradoxal d'une notion omniprésente et pourtant inconsistante en droit public. La parcimonie des études consacrées à la coordination contraste effectivement avec les nombreuses occurrences du vocable dans les textes juridiques. Comment interpréter une telle circonspection doctrinale ? Une première réponse consiste à estimer que la coordination n'a aucune existence en droit ; une autre posture est de considérer que la coordination n'a aucune pertinence en droit. Le postulat selon lequel ces deux affirmations sont erronées constitue le point de départ d'une étude proposant une cartographie de la fonction de coordination en droit public. La coordination est entendue en tant que mode d'ordonnement flexible de l'organisation, de l'action et du droit de l'État qui a connu de fortes mutations au cours des dernières décennies. Les dispositifs, organes et procédés coordonnateurs se sont multipliés pour pallier les défaillances des modes classiques d'intégration, de décision et de régulation ; soit en les complétant, soit en s'y substituant. Trois figures de la coordination en droit public ont ainsi été dégagées : une « coordination-intégration » qui permet de préserver la cohésion de la structure administrative de l'État en dépit d'un phénomène de fragmentation ; une « coordination-articulation » qui recherche la cohérence de centres de décision politique dans un contexte de polycentrisme ; une « coordination-harmonisation » qui tend à la concordance de règles juridiques marquées par le pluralisme. De plus, parce qu'elle permet une analyse dynamique – c'est-à-dire en termes de relations, d'interdépendances, de fluctuations et d'adaptations –, la notion de coordination peut aussi être envisagée comme une grille d'analyse pertinente pour penser l'État contemporain confronté aux défis de la complexité et de la pluralité.
- 2008 ***L'administration nationale et l'Europe. Acteurs nationaux et décisions communautaires avec Jean-Luc Sauron, préf. José Manuel Barroso*, Paris, La Documentation française**
- Résumé : Le système institutionnel de l'Union européenne dont la France est l'un des États fondateurs, se caractérise par un processus de décision complexe, qui ne ressemble ni à un système national ni à une organisation intergouvernementale. Les États membres de l'Union européenne ont ainsi dû mettre sur pied des rouages et des circuits originaux pour travailler avec Bruxelles. La préparation et le suivi du processus décisionnel communautaire prennent partout appui sur les représentations permanentes auprès des institutions bruxelloises et sur des cellules chargées des affaires européennes au sein des départements ministériels. La coordination du processus revient, selon les États, soit au Premier ministre soit au ministre des Affaires étrangères ou des Affaires européennes. Cet ouvrage analyse la participation française aux décisions européennes et présente celle des vingt-six autres États membres. Il décrit également les responsabilités qui échoient à chaque présidence et le cas spécifique de la présidence française du deuxième semestre 2008 y est également présenté.
- 2007 ***Du SGCI au SGAE. Évolution d'une administration au cœur de la politique européenne de la France*, préf. Jacques Chevallier, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques »**
- Résumé : La spécificité du processus décisionnel de l'Union européenne, caractérisé par l'absence de réseau administratif propre, nécessite une coopération constante des institutions européennes et des administrations nationales pour la préparation et l'exécution des règles définies à Bruxelles. En France, cette mission a été confiée au Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI) créé en 1948 et devenu le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) à la suite d'un décret du 17 octobre 2005. Placé sous l'autorité directe du Premier ministre, le SGAE est chargé de rapprocher les positions des administrations françaises sur les dossiers européens en cours et, en cas de divergences, rendre les arbitrages techniques nécessaires. Au cœur de la scène décisionnelle nationale aujourd'hui caractérisée par l'omniprésence des questions

communautaires, le changement de dénomination a permis une clarification de son rôle d'acteur essentiel de la politique européenne de la France. Cet ouvrage présente l'organisation, le fonctionnement, les missions et le positionnement institutionnel du SGAE, une administration encore largement méconnue malgré sa position d'interface incontournable entre Paris et Bruxelles.

Disponible sur :

https://www.academia.edu/35348544/DU_SGCI_AU_SGAE_Une_administration_au_coeur_de_la_politique_europ%C3%A9enne_de_la_France_Ouvrage_2007

Chapitres d'ouvrage

2015 « **Gouvernement** » et « **Collectivité territoriale** », in Pascal Mbongo, François Hervouët, Carlos Santulli, *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, Paris, Berger Levrault

Disponible sur :

https://www.academia.edu/35348608/COLLECTIVITE_TERRITORIALE_GOUVERNEMENT_Contributions_au_Dictionnaire_de_lEtat_2015

2014 « **L'inflation ministérielle** », in Pascal Mbongo (dir.), *La séparation entre administration et politique en droits français et étrangers*, Paris, Berger Levrault, pp. 175-198

Disponible sur :

https://www.academia.edu/35348594/LINFLATION_MINISTERIELLE_Article_2014

Articles

2008 « **La France et le processus décisionnel européen. Le Secrétariat général des affaires européennes au cœur des relations Paris-Bruxelles** », *Annuaire français de relations internationales*, volume IX, pp. 407-422

Disponible sur :

https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2009/12/24_Lanceron_France_Europ.pdf

15 mars 2007 « **Le Secrétariat général des affaires européennes** », *Les Annonces de la Seine*, p. 10

Disponible sur :

https://www.academia.edu/35348582/LE_SECRETARIAT_GENERAL_DES_AFFAIRES_EUROPEENNES_Article_2007

Note d'arrêt

17 janvier 2007 « **Le conflit par contrariété de jugements** », Note sous la décision n° C 3499 du 26 juin 2006 rendue par le Tribunal des conflits, *Les Annonces de la Seine*, p. 15

Traductions

2025 *La pensée antiparlementaire et la formation du droit public en Europe*, Paris, L'Harmattan, coll. « **Logiques juridiques** » (à paraître)

Traduction en français de l'ouvrage en espagnol de José Esteve Pardo, *El pensamiento antiparlamentario y la formación del derecho público en Europa*, Madrid, Marcial Pons, 2020

2025 *Administrations publiques et droits administratifs*, Paris, L'Harmattan, coll. « **Logiques juridiques** » (à paraître)

Traduction en français de l'ouvrage en espagnol de Francisco Velasco Caballero, *Administraciones públicas y Derechos administrativos*, Madrid, Marcial Pons, 2020

Transcriptions

(initiative de création de la collection auprès de l'éditeur en collaboration avec Frédéric Lenoir, transcription des émissions radio « Les racines du Ciel » diffusées sur France Culture)

2016 **Voix d'espérances, Paris, Albin Michel, coll. « Les racines du Ciel »**

2016 **Sagesses pour notre temps, Paris, Albin Michel, coll. « Les racines du Ciel »**

LANGUES

Français Langue maternelle

Espagnol Expérimenté (niveau C2, CECRL)
2005 : *Certificado de español comercial*, Chambre de commerce d'Espagne à Paris
Résidence et enseignements universitaires en espagnol en Colombie

Anglais Expérimenté (niveau C2, CECRL)
2012 : TOEIC (*Listening and Reading*, score : 905/990)
Séjours de perfectionnement en Irlande (Cork) et au Royaume-Uni (Oxford)

DISTINCTIONS ACADÉMIQUES

Responsabilités universitaires

2009 - 2012 Représentante élue des doctorants du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA-CNRS) au Conseil de l'Ecole doctorale de droit public, de science administrative et science politique de l'Université Panthéon Assas

2008 - 2015 Membre du Conseil de laboratoire du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA-CNRS) en tant que représentante élue des doctorants en droit public ; co-organisation du séminaire des doctorants

Bourses d'études

Mai 2013 Bourse, Office franco-québécois pour la jeunesse (financement d'un voyage d'étude à l'Université Mc Gill, Montréal, Canada)

Sept.2006 - juin 2009 Allocations de recherche, ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur

Mai 2008 Bourse, Office franco-québécois pour la jeunesse (financement d'un voyage d'étude à l'Université du Québec, Montréal, Canada)

Activités de recherche

2017 - 2021 Chercheuse associée au Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA-CNRS), Université Panthéon-Assas (Paris 2)

CENTRES D'INTÉRÊT

Sports Basketball, judo, tennis

Musique Batterie

Voyages Europe, Amérique latine

Activité associative Membre de l'Association des juristes franco-colombiens